

Recul de la liberté sur Internet

Les premiers espoirs associés au développement d'Internet ont peu à peu diminué. Aussi bien dans les systèmes démocratiques que les systèmes autoritaires, la liberté sur Internet est contestée. La nécessité de réformer ouvre aux nouveaux utilisateurs des possibilités pour créer la version de l'Internet du futur.

Par Julian Kamasa

L'architecture d'Internet a connu un grand nombre de changements depuis sa création sous forme de projet par le Centre européen de recherche nucléaire (CERN) à Genève en 1989. À cette époque, Tim Berners-Lee, un jeune scientifique britannique en informatique, a mis au point un concept qui est principalement à l'origine du World Wide Web. L'accent était mis sur le transfert de données rendu possible par des normes universelles de transmission. Le concept n'était pas motivé par un intérêt commercial mais plutôt par une idée normative – à savoir la création d'une infrastructure largement accessible pour le libre échange d'informations. À cette notion était également associé l'espoir d'une décentralisation de la souveraineté de l'information de l'État vers les utilisateurs. Un large éventail d'informations disponibles, comme le voulait le projet, réduirait également les obstacles d'entrée des classes inférieures, permettant de réduire ainsi les inégalités en matière d'éducation.

La disponibilité accrue de l'information laissait aussi espérer une vague de démocratisation dans les pays non démocratiques. L'ancien président américain George W. Bush déclarait en 1999 «imaginez comment la liberté se répandra» en pensant à la possibilité qu'Internet soit largement utilisé en Chine. Mais si la propagation d'Internet n'a pas répandu la liberté en Chine, cela s'est certainement fait ailleurs. Le développe-



Des manifestants portant des masques à l'effigie de Guy Fawkes participent à une manifestation contre l'ACAC (Accord commercial anti-contrefaçon) à Vienne le 25 février 2012. *Lisi Neisner / Reuters*

ment rapide des smartphones et des plateformes de médias sociaux au milieu des années 2000 s'est avéré être un outil efficace de mobilisation politique pendant les soulèvements arabes en Afrique du Nord en 2010/11, par exemple. Les manifestants pro-démocratie à Hong Kong et en Biélorussie utilisent également des moyens numériques pour la mobilisation actuelle.

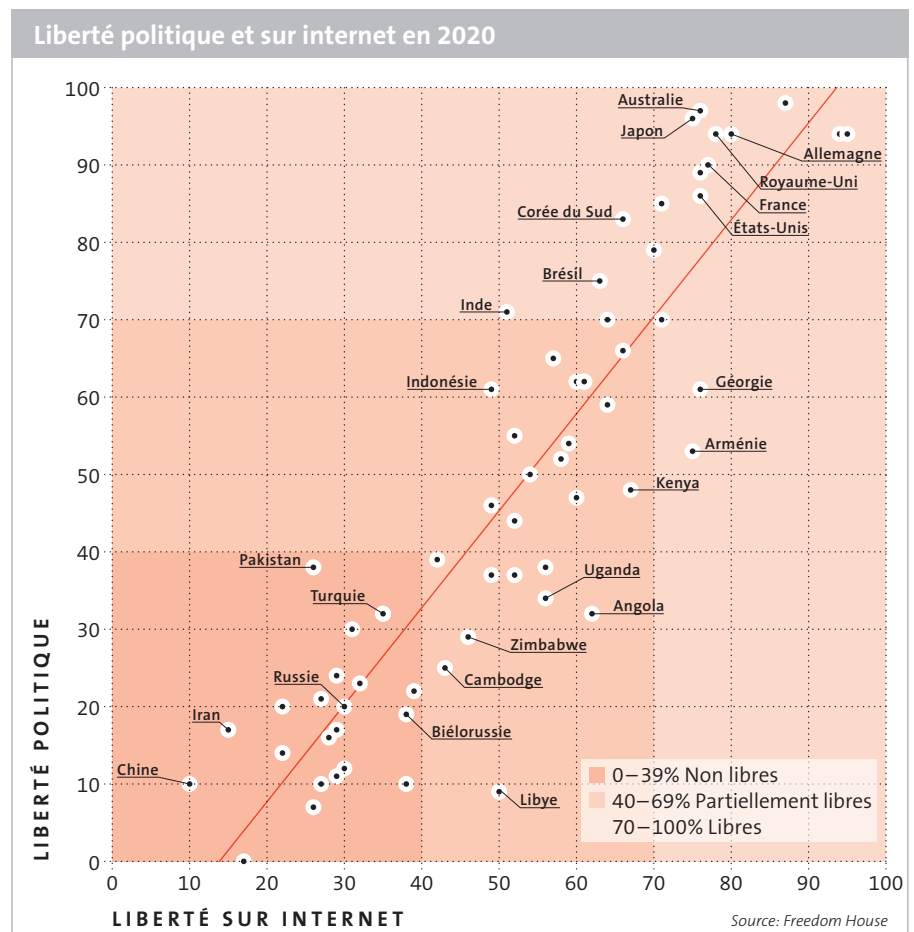
À cet égard, ce qu'on a appelé le printemps arabe a donc été un signal d'alarme pour de nombreux régimes autoritaires. La surveillance numérique totale et la censure sont à la hausse dans les régimes autoritaires. Dans les États démocratiques, en revanche, le développement des outils de surveillance numérique, destinés à combattre le terrorisme par exemple, est souvent au cœur

d'un débat sociopolitique plus large, lié à la question cruciale de savoir si Internet peut garantir à la fois la sécurité nationale et la liberté sur Internet ou s'il pourrait y avoir un compromis inhérent. La liberté sur Internet peut être définie par trois critères essentiels: l'accès, le contenu et les droits des utilisateurs. Idéalement, l'accès n'est pas limité par des barrières d'infrastructures, économiques ou politiques, telles que la fermeture totale d'Internet ou de certaines plateformes de médias sociaux. Le contenu ne doit pas être limité par le filtrage, la manipulation, la censure ou des procédures de blocage limitant la diversité des médias. Les droits des utilisateurs sont accordés lorsque la surveillance est proportionnée et que les utilisateurs ne subissent pas de conséquences sévères telles qu'un emprisonnement ou des attaques physiques en raison de leurs activités en ligne.

Les idées ambitieuses de 1989 quant au rôle d'Internet ne se sont pas pleinement matérialisées dans les systèmes démocratiques et encore moins dans les États autoritaires. Dans les systèmes démocratiques, Internet peut être considéré comme une arme à double tranchant. D'une part, les nouveaux éléments de pratiques démocratiques, tels que les mouvements populaires ou la consultation et les assemblées citoyennes, sont bien organisés grâce à Internet et son utilisation efficace pour la diffusion de messages pro-démocratie. En parallèle, des messages radicalement anti-démocratiques, simplifiés à l'extrême et très trompeurs, peuvent également être amplifiés par l'utilisation de moyens numériques, sapant ainsi gravement le rôle des médias, en tant que quatrième pouvoir de la démocratie. Les systèmes démocratiques ne sont pas les seuls à être remis en question, en question. Selon les rapports de «Freedom House», les libertés numériques sont en recul constant, tandis que l'Internet contrôlé par l'État est en hausse. Des versions divergentes d'Internet pourraient devenir problématiques dans les processus de nor-

Les libertés numériques sont en recul constant, tandis que l'Internet contrôlé par l'État est en hausse.

malisation de l'architecture globale d'Internet. De nombreux acteurs aux visions différentes tentent actuellement de façonner ce processus, devenu de plus en plus politique. Cette évolution soulève la question de savoir si le résultat final sera un contrôle ren-



forcé pour les utilisateurs, les États ou les grandes entreprises technologiques et si Internet sera capable d'accroître à la fois la sécurité et la liberté.

Les démocraties et Internet

Un Internet libre, ouvert et fondé sur des règles, en tant que canal supplémentaire de liberté de parole, est devenu un élément important des systèmes démocratiques depuis qu'il permet la liberté d'expression à ceux qui ne peuvent être entendus à travers des moyens d'expression non-numériques. Depuis 2014, «Freedom House» publie un rapport annuel consacré à la liberté sur Internet qui mesure les limitations d'accès et de contenu et les violations des droits des utilisateurs dans 65 pays qui représentent 87 pourcent de la population mondiale des utilisateurs d'Internet. Il analyse également la liberté politique dans 195 pays, en se basant sur les droits politiques et les libertés civiles. Les pays sont divisés en trois catégories: libres, partiellement libres et non libres. Une comparaison des deux rapports

indique qu'il existe un lien entre la liberté politique d'une part et la liberté sur Internet d'autre part (voir graphique). En effet, 80 pourcent des 15 pays offrant une sphère numérique libre sont également libres au niveau politique. Il serait toutefois erroné de supposer que la liberté sur Internet dépend de la liberté politique et vice versa.

Par exemple, les citoyens arméniens et géorgiens disposent du même niveau de liberté numérique que ceux des États-Unis, de l'Australie, du Japon et du Royaume-Uni. Pourtant, les droits politiques fondamentaux dans ces deux pays sont limités par leurs gouvernements respectifs. À contrario, au Brésil, en Inde et en Corée du Sud, il existe d'importantes violations des droits des utilisateurs, auxquelles s'ajoutent, dans le cas de l'Inde, d'importants obstacles pour ce qui est de l'accès à Internet. En Corée du Sud, malgré un niveau élevé de littératie numérique et une excellente couverture de réseau, des commentateurs pro-gouvernement ont tenté de manipuler des discussions en ligne et des poursuites liées à la diffusion de contenus pro-Corée

du Nord ont eu lieu. De plus, l'Infectious Disease Control and Prevention Act (loi sur le contrôle et la prévention des infections) destinée à limiter le coronavirus a renforcé la surveillance numérique, avec pour conséquence importante l'accès de l'État aux relevés de cartes bancaires et aux caméras de sécurité ou encore aux suivis de localisation téléphonique (voir l'[Analyse du CSS n° 264](#)).

L'état de l'Internet est loin d'être parfait dans les démocraties. Le partage de données personnelles pour un contenu plus personnalisé est indispensable aux activités en ligne basiques. Cette adaptation du contenu en fonction des intérêts des utilisateurs peut s'avérer bénéfique pour des activités politiquement inoffensives, telles que la diffusion de vidéos en continu, la préparation de ses vacances ou des achats en ligne. Toutefois, lorsque les citoyens reçoivent des informations pertinentes au niveau politique, il est de plus en plus crucial que les nouvelles soient équilibrées et non trompeuses. Pourtant, les bulles de filtrage limitent la possibilité de voir son point de vue contesté par des opinions contraires. Au lieu de cela, ces bulles confirment les croyances préexistantes des publics cibles et ont en outre le potentiel d'amplifier des points de vue fortement antidémocratiques, des informations trompeuses et des théories du complot. C'est devenu un défi considérable pour les démocraties, non seulement pendant la pandémie encore en cours, mais aussi avant des élections importantes. De nombreux gouvernements doivent de plus en plus rétablir l'équilibre entre soutenir des citoyens bien informés et la nécessité de réglementer, voire de censurer, certains messages sans porter atteinte aux normes et valeurs démocratiques.

Contrôle d'État numérisé

Dans les systèmes autoritaires, le rôle d'Internet est très différent de celui qu'il occupe dans les démocraties. Depuis que les gouvernements sont parfaitement conscients de son potentiel éducatif des utilisateurs, des outils de censure sont en place dans de nombreux pays. Cela crée des bulles de filtres de plus en plus précises qui permettent aux gouvernements de contrôler le récit. La Chine et l'Iran sont les pays qui appliquent les restrictions les plus extrêmes mais la tendance générale est à un plus grand contrôle d'Internet, même dans les pays ayant eu l'ambition d'adhérer à l'UE. En Turquie, par exemple, une nouvelle loi oblige les plateformes de médias sociaux à se conformer à ses politiques de censure et

Contrat pour le Web

Sir Tim Berners-Lee, inventeur du *World Wide Web*, a conclu un contrat de coopération avec plus de 80 organisations. Le contrat fut rédigé et publié en juillet 2019 après une procédure de consultation publique incluant les idées de plus de 600 personnes. Il contient des principes précis pour les gouvernements, entreprises et citoyens, destinés à améliorer l'état de l'Internet. Les gouvernements devraient garantir **la connexion à Internet pour tous** et assurer **une disponibilité constante**, et protéger **les droits fondamentaux au respect de la vie privée et des données** des citoyens en ligne. Les entreprises sont censées permettre un Internet disponible et abordable pour tous, renforcer la confiance en ligne grâce à la protection des données personnelles et créer des technologies axées sur l'humain. Enfin, les citoyens sont invités à agir en tant que créateurs et collaborateurs en ligne, à échanger entre eux avec respect et dignité, à encourager la formation de communautés fortes et, en dernier lieu, à défendre Internet. Parmi les partisans de ce contrat, on compte de grandes entreprises telles que Google, Facebook, Microsoft, Twitter et Amazon, mais aussi des organisations non gouvernementales, comme Reporters sans frontières, et des organisations à but non lucratif telles que l'Open Data Institute.

de surveillance, entravant de ce fait un important canal de liberté d'expression. La surveillance numérique est nettement plus sophistiquée et vise à accroître la sécurité intérieure et la stabilité politique. Les journalistes, activistes ou blogueurs qui tentent d'exprimer en ligne des avis critiques sur la politique peuvent être arrêtés, agressés physiquement ou même assassinés.

À un niveau plus fondamental, il n'est pas rare de fermer l'accès aux médias sociaux ou à la totalité d'Internet. Cela s'est par exemple produit au Zimbabwe après des manifestations antigouvernementales en 2019, coupant les citoyens d'Internet et des médias sociaux. Depuis 2017, Internet a été coupé dans 18 autres pays africains pour des raisons politiques et non techniques. En Russie, la loi dite de l'«Internet souverain» pourrait contribuer à renforcer une tendance déjà en cours, qui se traduit par un blocage à grande échelle des sites Web étrangers. Cette législation pourrait séparer les citoyens russes de l'Internet mondial.

Le nombre de pays avec les plus sévères restrictions Internet est passé de 15 États en 2014 à 22 en 2020, tandis que le nombre de pays avec un Internet libre diminue peu à peu. Parmi les pays qui ne proposent pas d'Internet libre à leurs citoyens, le Pakistan est le seul à avoir nettement moins de restrictions dans la sphère non numérique, notamment en ce qui concerne les libertés civiles. Le cas contraire, cependant, est plus clairement marqué dans des pays tels que l'Angola, la Biélorussie, le Cambodge, la Libye ou l'Ouganda. Ce phénomène est particulièrement prononcé en Libye où les droits politiques et les libertés civiles sont pratiquement inexistantes, alors que la liberté numérique est comparable à celle de l'Inde et, dans une certaine mesure, de Singapour.

D'Internet à Intranet

Le premier exemple de contrôle numérique se trouve en Chine où cela a abouti dans les faits à une nationalisation d'Internet. Son pare-feu géant (*Great Firewall of China*) est en réalité une frontière nationale numérique qui permet le blocage, le filtrage et la censure des informations entrant et sortant du pays. Les services fournis par des entreprises de technologie américaines telles que Twitter, Facebook ou Google ne sont pas disponibles pour les utilisateurs chinois depuis près d'une décennie. En 2009, Twitter a été bloqué avant le 20ème anniversaire des manifestations de la place Tian'anmen. Facebook et YouTube ont été soumis aux mêmes restrictions après avoir été utilisés pendant les émeutes de juillet 2009 à Ürümqi, dans la région du Xinjiang. Google a ensuite été interdit en 2010. Le projet de réintégrer le marché chinois avec un moteur de recherche conforme et donc censuré, appelé «Projet Dragonfly», a rencontré une forte opposition de la part des employés de Google et a donc été annulé. Tous les services américains interdits ont un équivalent national dont certains rencontrent un succès global. Sina Weibo compte plus d'utilisateurs que son rival Twitter et Tiktok a réussi à surpasser son concurrent Instagram.

En Iran, l'accès à Internet est également fortement restreint. Une fermeture d'Internet à l'échelle nationale pendant une semaine en réponse aux manifestations de masse fin 2019 est l'un des nombreux exemples des mesures gouvernementales destinées à restreindre les libertés numériques des citoyens. Publier des messages politiques en ligne peut également être puni par des années de prison. Un projet d'accord de partenariat avec la Chine prévoyait, entre autres, une assistance de la part

de la Chine aux autorités iraniennes pour étendre le contrôle d'Internet et fournir des solutions essentielles grâce aux compagnies technologiques chinoises telles que le système de navigation par satellite *Beidou* ou des réseaux de télécommunications 5G. Même si cela s'avère être une réussite pour la Chine, il serait peu judicieux de supposer que Beijing a en tête un plan explicite d'exportation à grande échelle de sa version d'Internet. En réalité, il représente un modèle alternatif attrayant que de nombreux pays aux idées semblables aimeraient appliquer, dans une certaine mesure.

Initiatives européennes

Dans un environnement marqué par un déclin des libertés numériques et une concurrence pour la suprématie technologique entre Washington et Beijing, l'Europe pourrait trouver un créneau lui permettant de proposer un modèle Internet alternatif à ceux proposés par les États-Unis et la Chine. Ce dernier est clairement en contradiction avec les normes et valeurs incarnées par les démocraties européennes, telles que la liberté d'expression. Il existe, cependant, des différences persistantes avec les entreprises technologiques américaines. Une amende antitrust record de 2,4 milliards d'euros dans une affaire historique de la Commission européenne contre Google a entraîné de fortes réactions anti-UE à la Maison blanche. La récente annulation de l'accord sur le partage des données avec les États-Unis par la Cour de justice de l'Union européenne est un autre exemple de la divergence des points de vue quant à la concurrence sur le marché et les droits des utilisateurs. L'approche réglementaire de l'UE a rencontré un succès relatif dans le cas du règlement général sur la protection des données (RGPD). Mais, même si le RGPD a permis de façonner indirectement certaines normes en dehors de l'UE, par exemple en Californie, il a toujours une portée régionale limitée. En particulier, le RGPD n'aura aucun effet direct sur l'architecture totale d'Internet.

Les États-Unis sont parvenus à avoir une position technologique dominante mais ils ne l'ont pas fait via la réglementation. C'est pourquoi la question est de savoir si l'UE sera disposée à dépasser son approche réglementaire et à façonner Internet égale-

ment par l'innovation. Le levier le plus important pour l'établissement de normes hors ligne est le marché commun très concurrentiel de l'UE. Par conséquent, la création d'un marché commun numérique peut indiquer une voie à suivre pour un écosystème innovant et compétitif au niveau mondial, composé d'entreprises technologiques régionales et mondiales et qui façonnerait les normes grâce aux demandes de brevets. En devenant un bloc d'innovation technologique de premier plan, l'UE serait véritablement reconnue sur la scène mondiale, ce qui serait un facteur décisif pour ce qui concerne les processus de normalisation de l'architecture globale d'Internet.

Sur un plan moins politique, l'inventeur d'Internet, maintenant Sir Tim Berners-Lee, a choisi de conclure un contrat pour le Web sous une forme multipartite, avec des entreprises, des organisations non gouvernementales et des experts en politique (voir encadré). L'objectif est d'améliorer l'état actuel d'Internet pour faire du Web ce que Sir Berners-Lee souhaitait qu'il soit au début: un système donnant à chacun la possibilité d'utiliser Internet pour apprendre, échanger des idées, collaborer et créer un espace sans restrictions de liberté, abus, désinformation ou violations de la vie privée. Une équipe de chercheurs de l'École polytechnique fédérale de Zurich (ETH Zürich) a mis au point le projet SCION, qui vise à décentraliser les flux de données et à réduire les protocoles Internet complexes (IP), basés sur la standardisation américaine datant des années 90. Destinée à accroître la confiance grâce à une sécurité informatique considérablement améliorée, cette réforme technique de l'architecture Internet est déjà utilisée par la Banque nationale suisse pour communiquer avec sa succursale à Singapour.

Perspectives

L'émergence de nouvelles technologies offre un vaste potentiel de transformation considérable de l'architecture actuelle d'Internet, datant de plus de 30 ans. Puisque l'augmentation des utilisateurs est limitée, la principale croissance est attendue du côté des appareils et elle se traduira par une connectivité accrue entre les utilisateurs et les appareils d'une part et entre les appareils eux-mêmes d'autre part, ce qui est plus

connu sous le nom de l'Internet des objets (IdO ou *the Internet of Things*). Le potentiel perturbateur de l'IdO, parallèlement aux progrès significatifs réalisés dans le domaine de l'intelligence artificielle, a d'importantes implications géopolitiques.

Le leadership technologique fait partie de la concurrence accrue entre les grandes puissances. Pour l'instant, il est encore difficile de dire dans quelle mesure cela peut influencer le processus de normalisation ainsi que la gouvernance mondiale d'Internet. Toutefois, l'incapacité structurelle de l'Organisation mondiale du commerce à agir montre quelles conséquences négatives une érosion du multilatéralisme peut avoir pour le commerce mondial. Le protectionnisme croissant est, essentiellement, un jeu à somme nulle, dans lequel les États puissants auront les moyens de l'action unilatérale, au détriment des États moins puissants. Déjà très divisé, Internet court le risque de faire de même. Contrairement au commerce qui n'affecte pas directement les industries tournées vers les marchés intérieurs, le protectionnisme numérique frapperait durement tous les utilisateurs d'Internet.

Il est donc nécessaire pour les acteurs ayant la capacité d'établir des normes, d'opter pour les plus petits dénominateurs communs et de formuler des critiques constructives afin de prévenir l'érosion du multilatéralisme au sein du cyberspace. La présentation d'un nouveau IP par l'entreprise chinoise Huawei s'est heurtée à une opposition plutôt fondamentale. Alors que les critiques peuvent rejeter l'idée d'un nouveau IP chinois, l'ancien IP basé aux États-Unis a toujours besoin d'une réforme. Cela a également été reconnu par les scientifiques suisses qui ont mis au point SCION. Pour les acteurs ayant la capacité de façonner l'architecture d'Internet, l'idée même d'un Internet chinois devrait être un signal d'alarme et une invitation à répondre aux ambitions chinoises, non pas uniquement par la critique mais avec des idées compétitives.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la Résilience socio-technique.

Julian Kamasa est chercheur au Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zurich.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'EPF de Zurich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeur: Névine Schepers
Révision linguistique: Lisa Watanabe
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni, Rosa Guggenheim

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Les banques multilatérales chinoises et la géopolitique No 272
La Russie et la Chine manœuvrent au Moyen-Orient No 271
La dynamique sino-russe dans l'Arctique No 270
Les vaccins, champ de bataille de l'information No 269
Le dilemme de l'OMS dans la lutte contre les épidémies No 268
Coronavirus: une arme à double tranchant pour la Chine No 267

© 2020 Center for Security Studies (CSS), ETH Zurich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000448831